

Roberta Metsola, Présidente du Parlement européen
Conseil européen
29 juin 2023

Les événements qui se sont produits en Russie soulèvent plusieurs questions relatives à la dynamique interne du pays et à la fragilité de ses systèmes, ainsi qu'à leurs conséquences sur l'invasion de l'Ukraine et la sécurité européenne dans son ensemble.

La solidarité avec l'Ukraine doit rester au cœur de nos priorités. C'est essentiel, pour l'Ukraine comme pour l'Europe. Nous devons garder le cap – même si, dans les prochains mois, les choses deviennent plus difficiles pour l'Ukraine.

À cet égard, je salue le onzième train de sanctions et les 50 milliards d'euros supplémentaires annoncés la semaine dernière pour soutenir la réparation, la relance et la reconstruction de l'Ukraine.

Pour aller plus loin, nous devons être à la hauteur des promesses que nous avons faites lors de l'ouverture des négociations d'adhésion à l'Union européenne. L'engagement de l'Ukraine et les efforts considérables qu'elle a entrepris sur la voie des réformes, y compris pour satisfaire aux exigences de son statut de pays candidat, sont extraordinaires.

Nous devons être prêts à passer à l'étape suivante des négociations d'adhésion dès que les critères de réforme auront été suffisamment remplis – et je souhaite que cela se produise le plus tôt possible.

Renforcer notre base industrielle liée à la défense, améliorer l'innovation, réduire nos dépendances, gagner en autonomie et établir la confiance doivent être au centre de notre nouvelle politique de sécurité et de défense. L'accord politique auquel nous sommes parvenus cette semaine sur les acquisitions conjointes dans le domaine de la défense permettra aux États membres de reconstituer leurs stocks défensifs et d'atteindre une meilleure interopérabilité. Il aidera aussi les Ukrainiens, qui comptent sur nos livraisons d'armes et de munitions.

L'avancée de nos négociations relatives à l'action de soutien à la production de munitions (ASAP) est également encourageante, et je reste persuadée, un mois après que le Parlement a adopté sa position, que nous trouverons un accord politique dans les semaines à venir.

Ensemble, nous faisons correspondre l'offre à la demande. Nous joignons le geste à la parole. Nous obtenons des résultats.

À présent, nous devons mettre en place une nouvelle architecture de sécurité et de défense, en veillant à ce que l'Union et l'OTAN soient complémentaires et en évitant de créer des doublons ou de donner une impression de concurrence.

Nous devons également obtenir des résultats en matière de migration. C'est urgent. La semaine dernière, 300 nouveaux migrants ont péri dans ce cimetière qu'est devenue la Méditerranée, et beaucoup d'entre eux ne seront jamais identifiés. 300 rêves brisés de plus. 300 familles de plus à jamais détruites.

Nous avons fait d'importants progrès. Le Parlement européen est prêt à mener un travail constructif pour trouver une solution avant la fin de cette législature – une solution qui respecte

les frontières, qui soit juste avec les personnes ayant besoin de protection et ferme avec celles ne pouvant en bénéficier, une solution qui enrayer le modèle économique des trafiquants, fondé sur l'exploitation des plus vulnérables. Ce sont nos lois et notre cadre juridique qui doivent énoncer les règles, et non les réseaux de trafiquants. Plus nous attendons, plus les réseaux se renforcent et plus nombreuses seront les vies perdues. Frontex joue à cet égard un rôle important et crucial.

Par ailleurs, nous ne pouvons ignorer la dimension extérieure de cette question. Notre position nous permet d'investir et de coopérer davantage avec les pays africains. Gardons-nous cependant de commettre la vieille erreur de nous adresser à l'Afrique sur les seules questions de migration. Nous devons nous engager stratégiquement dans des investissements et des projets communs, dans un esprit de partenariat. Nous devons parler avec, et non parler à, et comprendre que si nous nous retirons, les pays africains chercheront tout simplement d'autres partenaires.

Il nous faut reconsidérer notre façon d'interagir dans le monde. Rééquilibrer les relations politiques et économiques avec nos principaux partenaires. Avec les pays d'Amérique latine, pour ce qui est des matières premières critiques et des accords commerciaux, indispensables à l'avancée de notre transition écologique et numérique.

Nous devons aussi intensifier nos relations avec des pays tels que l'Inde.

L'Union européenne est le troisième partenaire commercial de l'Inde et sa deuxième destination d'exportation. Nous partageons de nombreuses priorités, notamment la lutte contre le changement climatique et les domaines de la technologie et de la sécurité. Tant de possibilités sont encore inexploitées.

L'Europe a été l'acteur mondial le plus influent pour faire progresser le programme international en matière de décarbonation, de diversification énergétique et de lutte contre le changement climatique. C'est important. Mais nous devons faire davantage pour atténuer les répercussions économiques et sociales de toutes ces décisions. Nous devons mieux expliquer nos méthodes et en quoi les changements sont nécessaires.

Les citoyens doivent avoir confiance dans le processus et ne pas se sentir lésés. Soyons plus à l'écoute de nos citoyens, de nos entreprises, de notre jeunesse. Ayons la clairvoyance de savoir comment conserver le soutien des citoyens.

L'inflation persiste. Les ménages font face à une baisse des salaires réels. En augmentant les taux d'intérêt, la Banque centrale européenne contribue à améliorer la situation. Mais ces mesures ont aussi des conséquences sociales que nous aurions tort d'ignorer.

C'est pourquoi, si nous voulons mettre en œuvre nos priorités sérieusement et rester crédibles, nous avons besoin d'un budget de l'Union adapté à nos objectifs.

Il est temps de mettre en place de nouvelles ressources propres. Alors que nous remboursions la dette de NextGenerationEU, de nouvelles sources de revenus doivent être dégagées. Et cela ne peut se faire au détriment des stratégies et des programmes de longue date de l'Union.

À cette question se rattache la nécessité d'adapter notre budget à long terme pour tenir compte de la réalité présente. Sans aucun doute, le monde a changé depuis l'adoption de l'actuel cadre

financier pluriannuel en 2020, et nous devons changer en conséquence. Depuis des années, nous plaidons pour une révision du CFP; le Parlement est prêt à tenir son rôle. Ce point est d'ailleurs crucial en ce qui concerne les projets d'infrastructure qui peuvent contribuer à la défense et à la sécurité – par exemple les chemins de fer, qui sont aussi essentiels pour la mobilité militaire. Certaines de ces décisions requièrent l'unanimité et nous aurons tous un rôle à jouer.

Il s'agit de préparer l'avenir de nos économies. Il s'agit de rendre ce projet commun plus fort que nous ne l'avons trouvé.

Il nous faut des résultats au cours des mois à venir. Il a déjà été difficile de nous accorder sur une période électorale. La date fixée par défaut correspond à la réalité de 1979, quand l'Union ne comptait que neuf États membres. Nous devons revoir de façon collective la procédure visant à déterminer cette date. Nous débattons maintenant de la composition du Parlement: nous vous avons présenté notre proposition de loi électorale, mais le Conseil rencontre aussi des difficultés pour parvenir à une position. S'il y a une chose que nous savons à propos de notre projet, c'est que si nous nous arrêtons, nous risquons la stagnation.

Nous avons élaboré une proposition de convention à la suite de la conférence de grande envergure que nous avons tenue sur l'avenir de l'Europe. Il faut nous préparer à l'élargissement. Tandis que la Moldavie, l'Ukraine et des pays des Balkans occidentaux mènent des réformes et se préparent, nous devons en faire autant.

Le moment est venu de changer ensemble notre façon de penser. Beaucoup se sont déjà positionnés face à ces évolutions géopolitiques. Soyons prêts à faire de même.

Je vous remercie.